

Ouverture

Françoise Terrel-Salmon

DANS **REVUE PROJET** 2006/6 n° 295 , PAGES 36 À 36
ÉDITIONS **C.E.R.A.S**

ISSN 0033-0884

DOI 10.3917/pro.295.0036

Date de mise en ligne : 01/02/2010

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-projet-2006-6-page-36?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour C.E.R.A.S.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

RÉFORMER SANS MODÈLE

Les Français insatisfaits aiment à dénoncer les insuffisances et l'inefficacité du modèle économique, social et politique en vigueur dans notre pays. Mais ils s'opposent plus qu'ils ne proposent et l'envie de changement ne se traduit pas forcément en disponibilité pour une réforme qui pourrait remettre en cause les statuts et les garanties acquises. Pourquoi? Toute réforme a besoin d'être soutenue par une fraction suffisante de l'opinion pour aboutir. Peut-être manquons-nous de références intellectuelles pour penser le changement. A moins que nous n'ayons envie que de changer pour changer... Non! Si la réforme n'est pas liée seulement à l'expression plus ou moins vague d'un malaise social, ou à un besoin de gestion économique, elle souffre certainement d'une difficile représentation publique. Les élus, experts et citoyens sont légitimes dans un débat public qui fonctionne plutôt bien. Mais les partenaires sociaux qui négocient voient leur légitimité fragilisée par les intérêts du terrain et les experts voient trop souvent leurs rapports échouer dans un tiroir. C'est l'articulation entre les différentes légitimités qui pose problème. Et l'action publique est bien souvent bloquée par le conservatisme institutionnel. Alors, à quelles conditions réformer?

Il est possible pourtant de croire qu'on peut changer des choses, à défaut de changer toute la société. « Les réformes ne sont que des moyens pour atteindre des objectifs », dit Anne-Marie Idrac, qui croit aux avancées partielles, à condition « de ne jamais se mettre en situation de devoir reculer ». Autre nécessité urgente : dans une société qui aspire à la paix, s'engager politiquement pour faciliter les relations sociales dans les quartiers, les entreprises ou les organisations sociales.

FRANÇOISE TERREL-SALMON